

Etudes de médecine gratuites à NYU : un choix contesté

Plusieurs journaux demandent que l'on s'attaque d'abord aux déserts médicaux et aux spécialités délaissées

NEW YORK - correspondant

Ce fut un cadeau de bienvenue inespéré. Alors que les étudiants en médecine de New York University (NYU) faisaient, mi-août, leur entrée traditionnelle en blouse blanche, la direction a annoncé que les études seraient désormais gratuites. La NYU School of Medicine est la première grande école de médecine américaine à suivre cette voie.

Officiellement, il s'agit de lutter contre l'endettement des étudiants en médecine. A NYU, 62 % d'entre eux quittent l'école avec un prêt dont le montant moyen est de 184 000 dollars. Explication : il faut payer les frais de scolarité (55 000 dollars par an) et la vie à New York (29 000 dollars par an). Ce fardeau qu'il faut rembourser sur de longues années empêche, selon l'école, les étudiants de choisir des filières menant à des activités moins rémunératrices mais nécessaires à la collectivité comme la pédiatrie, la gynécologie ou la médecine de ville.

La gratuité sera possible grâce au programme de levée de fonds de NYU, qui doit atteindre 600 millions de dollars. Sur les 450 millions déjà obtenus, la part la plus importante a été offerte par Ken Langone. Avec sa femme, Elaine, le fondateur de la chaîne d'aménagement de la maison Home Depot a donné quelque 100 millions de dollars.

« L'argent vient des capitalistes »

Cette initiative n'a pas été du goût du *Wall Street Journal*, qui a rappelé aux étudiants que cette gratuité scolaire n'était pas le fruit des « bonnes intentions » d'une des candidates au congrès, la démocrate très à gauche de New York Alexandria Ocasio-Cortez, et n'était pas non plus « le produit du système de santé cubain » (lequel

permet pourtant d'avoir une espérance de vie comparable à celle des Etats-Unis et une mortalité infantile inférieure). « *L'argent vient des capitalistes* », a éditorialisé le quotidien des affaires, rappelant qu'il n'y avait pas de « *repas gratuit* ».

Tout le monde n'a pas eu la violence des propos du journal détenu par Rupert Murdoch, mais la décision a été très critiquée, y compris sur le site Internet *Slate*, réputé progressiste. « *Quel gâchis !* », écrit Jordan Weissmann. L'auteur dénonce « *un don des riches d'aujourd'hui aux riches de demain* » et espère que, contrairement aux souhaits de l'université new-yorkaise, les autres grandes universités de médecine, telles Harvard et Johns-Hopkins, « *sauront résister au précédent de NYU* ».

Explication : le problème de la dette n'est pas un fardeau insurmontable pour les médecins, même si elle atteint en moyenne 250 000 dollars en fin d'études aux Etats-Unis (contre 190 000 pour les autres disciplines). D'abord, ces derniers font partie des professions les mieux payées outre-Atlantique : un neurochirurgien gagne 660 000 dollars par an tandis qu'au bas de l'échelle, un pédiatre touche, chaque année,

200 000 dollars – une visite de contrôle chez le pédiatre coûte la bagatelle de 350 dollars à Manhattan... « *Les statistiques montrent que les médecins remboursent facilement leurs prêts, même s'ils ont des revenus de l'ordre de 200 000 dollars* », a déclaré à la chaîne CNBC Elisabeth Rosenthal, rédactrice en chef de *Kaiser Health News*. Quant aux médecins qui travaillent pour les hôpitaux publics, ils voient leur endettement pris en charge par la puissance publique au bout d'une dizaine d'années.

En revanche, il existe bien deux problèmes précis : la création de

déserts médicaux aux Etats-Unis et les spécialités délaissées. Mais, et c'est le grief principal, l'université de New York – qui a refusé de nous recevoir et n'a pas répondu à nos questions – n'a annoncé aucune conditionnalité dans sa décision de gratuité. La méthode surprend les spécialistes. « *J'applaudis le pas franchi par NYU, j'espère que d'autres suivront, mais j'espère qu'ils suivront de manière plus nuancée, pour vraiment encourager les médecins qui veulent aller vers ces spécialités, la médecine générale et les déserts médicaux, car c'est vraiment ce qui manque dans ce pays* », poursuit Elisabeth Rosenthal.

Sur les spécialités, M^{me} Rosenthal aurait préféré un programme comparable à celui qui aide, depuis cinquante ans, les étudiants en droit voulant se consacrer aux affaires publiques et au droit pénal, bien moins lucratifs que le droit des affaires. Et s'ils changent d'avis et d'orientation professionnelle, ils sont, au moins moralement, tenus de rembourser leurs dons.

Sur les déserts médicaux, les Etats-Unis connaissent un problème comparable à celui de la France. Il n'y a que 13 médecins pour 10 000 habitants en zone rurale, trois fois moins que dans les villes, tandis que 70 hôpitaux en zone rurale ont fermé depuis dix ans. De nouveau, il aurait fallu une conditionnalité. « *Si l'administration voulait vraiment que ses diplômés aillent exercer au sud de Chicago ou dans le Montana, la méthode la plus efficace serait de prendre en charge les dettes des étudiants qui s'engagent réellement dans cette voie* », écrit Jordan Weissmann, dans *Slate*. Pour lui, en subventionnant de manière indistincte ses étudiants, NYU se contente de « *croiser les doigts* », espérant que ses étudiants iront

dans la direction espérée.

Bourses ciblées

Le troisième sujet invoqué concerne la diversité des étudiants. Le prix des études dissuaderait les Afro-Américains. Le *New Yorker* a même consacré un article aux étudiants qui choisissaient d'aller étudier à Cuba. Mais de nouveau, des bourses ciblées pourraient être tout aussi efficaces.

Il n'empêche, une question demeure : NYU montre-t-elle la voie vers, sinon une gratuité, du moins un moindre coût des études ? En médecine, au nord de Manhattan, l'université de Columbia avait obtenu, en 2017, un don de 250 millions de dollars de Roy Vagelos, ancien président des laboratoires Merck : des fonds destinés à octroyer des bourses d'études ou à garantir des prêts étudiants à la moitié de la promotion. Pour les plus pauvres, Columbia avait prévu de couvrir aussi le coût de la vie.

Cette initiative faisait suite à celle prise par l'université de Californie à Los Angeles (UCLA), où un don de 100 millions de dollars fait par le milliardaire David Geffen était censé financer la scolarité d'un élève en médecine aux cinq (300 étudiants sur la période 2012-2022). Mais, note le *New York Times*, « *ce programme est fondé sur le mérite, pas sur le manque de moyens* », des aspirants étudiants. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

A la New York University, 62 % des étudiants quittent l'école endettés pour un montant moyen de 184 000 dollars

L'endettement étudiant, bulle financière et politique

STACEY ABRAMS EN A QUASIMENT FAIT un argument de campagne pour les élections dites « de mi-mandat » du 6 novembre. Comme des millions d'Américains, la candidate démocrate au poste de gouverneur du Texas vit à crédit. Ses comptes personnels affichent 170 000 dollars (150 000 euros) de dettes, liées en grande partie au remboursement de son emprunt étudiant qu'à 44 ans cette avocate afro-américaine n'a toujours pas soldé.

Une situation partagée à travers le pays par des dizaines d'autres candidats déterminés, notamment chez les démocrates, à réformer un système de plus en plus pénalisant pour les familles modestes. Sans toujours parler de « gratuité totale » des études, le débat porte sur l'accessibilité à l'enseignement supérieur.

Un sujet plutôt populaire dans un pays où le fardeau de la « dette étudiante » accable 44 millions de personnes, étranglées dès leur entrée dans la vie adulte par des frais universitaires en constante augmentation depuis vingt-cinq ans. Selon le prestige de l'université et les études envisagées, une année universitaire coûte entre 6 000 et 50 000 dollars. Aux quatre années d'études classiques dans le cursus universitaire s'ajoute le coût de la vie quotidienne, du logement et celui des années supplémentaires, que plus d'un étudiant sur deux est contraint de consacrer à l'obtention de son diplôme.

En 2018, au niveau national, la dette étudiante s'élève à 1 500 milliards de dollars. Un chiffre qui affole la Réserve fédérale américaine. Les emprunts des étudiants ont dépassé la valeur totale des prêts consacrés à l'automobile et des achats par carte de crédit. Des cohortes de jeunes adultes entrent donc sur le marché du travail sans pouvoir investir dans leur avenir en contractant des crédits pour l'achat d'un logement ou d'une voiture. Leur endettement moyen se monte à quelque 37 000 dollars.

Exception américaine

Cette exception américaine remonte à une trentaine d'années ; depuis lors, les fonds alloués par l'Etat fédéral à l'enseignement supérieur ont chuté de 40 %, accé-

lérant la privatisation du système. A titre d'exemple, les *Pell Grants*, un système de bourses fédéral créé dans les années 1960, finançaient, à leurs débuts, la totalité des frais de scolarité, permettant à un enfant de milieu modeste d'accéder à l'université. Aujourd'hui, ces allocations couvrent moins de la moitié des frais.

Face à ce coût, qui dissuade des milliers de jeunes d'envisager des études supérieures, les réponses politiques respectent les clivages traditionnels. Il y a un an, un sondage réalisé pour le site d'information *Business Insider* indiquait que 74 % des démocrates défendaient la gratuité des études supérieures, tandis que seuls 31 % des républicains partageaient cette opinion. Tout

comme la couverture santé universelle, ce sujet est, cette année, devenu un thème de campagne du Parti démocrate, aiguillonné par son aile gauche.

En revanche, les républicains, à l'instar de l'administration Trump et de sa ministre de l'éducation, Betsy DeVos, considèrent toujours la gratuité des études comme une dépense inenvisageable pour les finances publiques, critiquant même à l'occasion l'utilité de poursuivre quatre années d'études supérieures.

Au niveau des Etats, néanmoins, les initiatives se multiplient depuis quelques années pour rendre plus abordable l'accès aux *community colleges*, ces établissements de premier cycle universitaire de proximité. Dix-sept d'entre eux, républicains et démocrates, ont pris des mesures pour payer aux familles les plus modestes le solde des inscriptions, une fois qu'elles ont épuisé les autres formes d'aides fédérales et de bourses.

Au-delà des conditions de ressources, d'autres critères sont pris en compte : niveau académique, inscription dans certaines disciplines, engagement à rester travailler sur place pendant plusieurs années... Mais l'impulsion donnée à cette idée par Barack Obama, en 2015, se heurte d'année en année aux difficultés financières rencontrées par les Etats. La bulle de la « dette étudiante » n'est pas près de se résorber. ■

STÉPHANIE LE BARS
(WASHINGTON, CORRESPONDANCE)